

Commissariat général à la stratégie et à la prospective



Compte rendu de la réunion de Bureau du 19 décembre 2013 (finalisé le 20 janvier 2014)

Participants : tous les membres étaient présents ou représentés (voir ci-joint).
Présidence : Patrick Pierron

1. Feuilles de route et co-rapporteurs des groupes de travail

Les trois feuilles de route, présentées par les co-rapporteurs et les animateurs – selon les cas -, ont été adoptées par consensus.

Des remarques ont été faites sur l'importance d'articuler les travaux avec les agendas des principales institutions internationales : G20, Banque Mondiale, OCDE et, bien sûr, Union Européenne (nouvelle présidence, nouveau Parlement, nouvelle Commission) ; les représentants des ministères des Affaires étrangères et de l'Economie et des Finances seront invités à faire des propositions.

Il a été souhaité aussi que, lorsque des sujets sont communs à plusieurs groupes de travail, l'un des deux soit désigné comme leader.

Des suggestions d'auditions ont été, enfin, faites.

2. Participation aux travaux et remplacement de membres défaillants

Bilan a été fait que l'investissement des membres dans le programme de travail de la Plateforme était très élevé, ainsi qu'en avaient attesté le nombre des candidats pour les fonctions de co-rapporteurs et celui des inscrits à chacun des groupes de travail : de 25 à 32 à la date de la réunion. Au total, entre titulaires et suppléants, environ 70 personnalités différentes participaient aux travaux.

On pouvait constater donc que les refus de participer d'organisations (2 ou 3) étaient très marginaux. Il a été convenu qu'il revenait à chaque pôle de faire des propositions au Bureau pour pourvoir aux remplacements – à périmètre constant - lorsqu'il était constaté des « défaillances », telles que les Principes d'organisation les ont envisagées.

Dans l'immédiat, sur proposition du Pôle des organisations de la société civile, l'association Sherpa et la Ligue des droits de l'Homme ont été admises par le Bureau comme, respectivement titulaire et suppléant, en remplacement de Greenpeace, et Léo Lagrange Consommation comme suppléant de l'association CLCV.

Dans le cas où FNE, qui a souhaité suspendre sa participation, se retirerait définitivement, l'association 4D pourrait la remplacer avec comme suppléant le CRID.

3. Révision des principes d'organisation et de fonctionnement

Le Bureau est convenu de proposer à la réunion plénière du 16 janvier quelques ajustements marginaux tirés des premiers mois d'expérience :

- La disposition qui ne prévoyait qu'un Vice-président en désignera deux.
- A la suite, sera ajouté l'alinéa : « Il(elle)s participent, de même que le(la) Président(e), à l'animation des groupes de travail. »
- Dans les dispositions relatives aux groupes thématiques de travail, modification sera faite de la phrase « Aucun groupe de travail ne devrait dépasser 15 membres et leur nombre doit être compatible avec la disponibilité de ces derniers » pour intégrer la réalité de la participation, à la diligence du Secrétariat.
- Dans cette même partie, un paragraphe additionnel sera ainsi rédigé : « Chaque groupe est également doté d'un animateur choisi par le Bureau parmi le Président et les Vice-présidents. Les animateurs et les co-rapporteurs préparent les réunions avec l'aide du secrétariat permanent et les conduisent en s'assurant de l'équité des prises de parole entre pôles tout en veillant à ce que la production du groupe de travail corresponde à la feuille de route. Ils participent à part entière aux groupes de travail. »
- Suivi du paragraphe « Les co-rapporteurs assurent la production de sortie des groupes de travail avec l'appui du secrétariat permanent et de l'animateur, guidés par la feuille de route. »

D'autres modifications éventuelles sont reportées à plus ample expérience et, en toute hypothèse, à l'examen-bilan prévu à la mi-2014 : rôle des « experts-référents », suppression éventuelle de toute référence au vote, etc. A noter que le MEDEF a réaffirmé son opposition au principe du vote et en qu'en l'absence de modification immédiate des statuts sur ce point, il a demandé de ne pas y recourir d'ici la révision prévu à la mi- 2014, ainsi qu'il l'avait déjà exprimé en réunion de Bureau.

4. Premier examen de la proposition de texte de référence faite par le Président et les Vice-présidents

Les membres ont en général indiqué leur intérêt pour un document de ce type, regrettant souvent de n'avoir pas pu en disposer plus tôt pour l'analyser, et certains -comme la CGPME- exprimant l'avis que sa mise en chantier était prématurée et qu'il aurait été de bonne pratique de travailler d'abord ensemble quelques mois à construire un esprit de compréhension mutuelle, plutôt que de figer dès maintenant des principes qui, tels qu'ils sont présentés, ne font pas consensus.

Le Président a tenu à rassurer en précisant que cette proposition de texte avait vocation à être débattue en réunion plénière, plusieurs fois si nécessaire. Un premier débat aurait lieu en plénière le 16 janvier 2014 et un deuxième le 25 mars. S'il fallait un débat de plus, les membres de la Plate-forme en décideraient le moment venu. Une fois ces précisions faites et l'accord de tous les membres du bureau recueilli sur la démarche, le Président a donné la parole au Vice-président Michel Capron pour une présentation rapide du contenu sans débat.

5. Projet de manifestation publique annuelle sur la RSE

L'idée, présentée par le Président et les Vice-présidents, a été approuvée d'organiser une manifestation publique annuelle sur la RSE conçue dans l'objectif pédagogique de montrer en quoi la RSE peut être un atout tant pour les entreprises, les autres organisations que pour l'ensemble de la société.

Il est apparu nécessaire de réfléchir à la façon dont elle se combinerait avec la semaine du développement durable et la semaine de l'ISR, ainsi que sur la manière dont elle pourrait enrichir et mettre en valeur les manifestations dites « Trophées de la RSE » qui existent dans un nombre croissant de régions : Alsace, Aquitaine, Champagne-Ardenne, Nord-Pas de Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, etc. Le CGDD fera un pointage de ces dernières. Le CGSP fournira quelques éléments d'une cartographie régionale sur la diffusion de la RSE dans les entreprises, notamment dans le cadre de la préparation éventuelle d'une manifestation « RSE en région »,.. Les organisations professionnelles conduisant des projets RSE seront également associées.

Beaucoup de manifestations sur la RSE existent à Paris. Il a donc été rappelé qu'il est important de s'adresser aux entreprises qui en ont le plus besoin (valorisation de leurs pratiques, diffusion et partage des connaissances sur la RSE...), en particulier aux PME et TPE, très présentes en régions. Dans un souci de complémentarité et d'efficacité, notamment au regard des missions assignées à la plateforme RSE, ces manifestations pourraient plutôt avoir lieu plutôt en région qu'à Paris.

Si cette manifestation est organisée à Paris, la question des moyens fournis par le CGSP se posera et devrait donc être discutée assez en amont de son organisation avec la direction et l'équipe événementiel du CGSP. Michel Doucin a émis l'idée que cet événement pourrait se dérouler au CESE, sous-réserve des disponibilités de l'hémicycle ; à cet égard, la demande devrait être faite très longtemps à l'avance.

Une proposition de note de cadrage de cet événement sera rédigée par Hélène Valade, en lien avec Patrick Pierron et Michel Capron, et sera présentée en Plénière.

6. Prise de position éventuelle sur l'état de la négociation du projet de directive européenne sur le reporting extrafinancier.

L'animateur et les co-rapporteurs du groupe de travail n°2 ont présenté leurs points de vue sur l'opportunité que la Plateforme s'efforce de construire une position commune, susceptible de se traduire par une déclaration publique, à propos des négociations en cours sur le projet de directive européenne rendu public en avril dernier par la Commission et qui a amené récemment le CES européen, le Parlement européen et le COREPER (comité des représentants permanents des Etats membres) à adopter des textes exprimant des vues différentes.

Il a été convenu que le groupe de travail n°2 consacrerait sa prochaine réunion, le 15 janvier, à l'examen de l'ensemble des données du dossier et examinerait la possibilité de construire un consensus sur un texte ; il fera rapport, le lendemain, à la réunion plénière et, si ce consensus apparaît possible, lui soumettra pour débat et adoption éventuelle, un texte.

Le Bureau a convergé autour de l'idée que cette adoption ne pourrait se faire que sur la base d'un consensus très large entre les cinq pôles.

7. Ordre du jour de la séance plénière du 16 janvier

L'ordre du jour sera constitué :

- D'une présentation de leur feuille de route par chacun des groupes de travail
- D'une révision des Principes d'organisation sur la base préparée par le Bureau
- D'un premier débat autour des objectifs et orientations d'un texte de référence sur la RSE
- D'une présentation des objectifs et composantes d'une manifestation publique annuelle sur la RSE

Liste présence - Réunion Bureau 18 ~~janvier~~ - Décembre 2013

NOM	PRÉNOM	ORGANISME
RIGARD-CERISON	AUDE	CGSP
BOUYER	Christine	CPDD
BENHARON	SALINA	CGSP
BOURGOIN	Sauverain	CGPNE (au service de G. de Godard)
Loviale	Richard	Redef
KUNZINGER	Paul	de Timor
LEBÉCQUE	Amel	GISE
UZAN	Odile	ABERSE
GAILLAT	Alexandre	CFE CAC
ASALTOUMI	Nayla	Coll. Ethique nr (au service Aubois Manjoubet (CGSP-TS))
NOGÔES	Philippe	Lehighwell Séputé
-BOUCHERAND	Sylvain	Humanité & Biodiversité CGT
CHAMU	Pierre-1/2	FERSE
CAPRON	Michel	CSOT
BEKRON	fabrice	CSOT
VAGADE	Helène	C3D
DOUGN	Philippe	Sp. Perman.